

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**DAKAR DEM DIKK
(DDD)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2009**

RAPPORT DEFINITIF

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 23 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par la Société Dakar Dem Dikk pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Société Dakar Dem Dikk avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci – après :

1. Réserves

- les commandes directes sont quasiment la règle dans la politique d'approvisionnement de la société Dakar Dem Dikk qui invoque, pour se justifier, le statut de la société qui ne leur faisait pas obligation de se conformer au CMP jusqu'en 2008 date de transformation de DDD en SAPP. Ainsi, le contrôle de l'échantillon de transactions sélectionnées à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater que des achats estimés à 727 797 319 F CFA ont été effectués sur des bases non concurrentielles et constituent de ce fait des ententes directes non autorisées en violation des dispositions de l'article 75 du CMP (cet échantillon représente 8,74 % du cumul des charges à décaisser hors salaires, charges sociales et fiscales qui sont estimées à 8 319 991 273 F CFA au 31 décembre 2009. Sous ce rapport il faut également souligner que les mêmes natures d'opérations font l'objet de multiples achats fractionnés dont les montants cumulés dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres ;
- un délai anormalement long s'est écoulé entre la date limite de dépôt des offres relatives à la sélection d'un consultant pour l'élaboration d'un système d'évaluation du personnel (24 Juillet 2009) et la date d'ouverture des plis (23 novembre 2009) sans qu'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres ne soit adressée à l'unique soumissionnaire. Le contrat passé entre Dakar Dem Dikk et KPMG se chiffre à 27 550 000 F CFA TTC alors que le montant de l'attribution tel qu'il résulte du procès verbal est de 29 347 131 F CFA TTC soit une variation à la baisse de 1 797 131 F CFA. Cette baisse des honoraires n'est pas corroborée par un procès verbal de négociation en bonne et due forme devant porter sur le contenu, l'étendue de la mission et les volumes d'heures d'intervention sans toucher aux prix unitaires qui doivent rester inchangés. Cette réduction forfaitaire du montant des honoraires est par conséquent effectuée en violation de l'article 70 du CMP.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du NCMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé la Société Dakar Dem Dikk ;
- les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP ;
- la facture n°679 de **5 RIVERS Sénégal** d'un montant de 108 394 871 F CFA ainsi que les documents de commande et de réception y relatifs n'ont pas été mis à notre disposition laissant subsister une incertitude sur la réalité de cette dette

Au regard des anomalies constatées sur les transactions revues, notre avis est que, la société Dakar Dem Dikk ne s'est pas conformée aux procédures de passation et d'exécution des marchés édictées par le décret 2007 – 545 portant Code des Marchés Publics.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	5
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	11
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	13
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	15
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	27
2.1	Contexte de l'intervention	27
2.2	Objectifs de la mission	28
2.2.1	Objectifs généraux	28
2.2.2	Objectifs spécifiques	28
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	29
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	31
3	Approche méthodologique	34
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	34
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N°2)	35
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	36
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	37
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	38
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	39
4	Résultats des travaux	41
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	41
4.1.1	Commission des marchés	41
4.1.2	Cellule de passation des marchés	41
4.1.3	Plan de passation des marchés	41
4.1.4	Avis général de passation des marchés	41
4.1.5	Rappel des seuils applicables à DDD	42
4.2	Examen des marchés	42
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	42
4.2.2	Marché conclu par Demande de Proposition	43
4.2.3	Marché conclu par Demande de Renseignements et de Prix	45
4.2.4	Marchés revus après examen de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et analyse des extraits du grand livre	47

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DDD	Dakar Dem Dikk
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Le constat général est que le décret 2007 – 545 portant Code des Marchés Publics n’a pas été mis en application par la société DAKAR DEM DIKK au cours de l’exercice 2009.

Les organes de la passation des marchés n’ont pas été constitués par la Direction de la société conformément aux arrêtés N° 11 586 et N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l’Economie et des Finances pris en application des dispositions des articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics et relatif aux Commissions des Marchés et aux Cellules de Passation des Marchés.

La société DAKAR DEM DIKK n’a pas établi de Plan de Passation des Marchés. Elle n’a pas non plus publié d’Avis Général de Passation des Marché, n’a pas établi le rapport annuel ni les rapports trimestriels sur la passation des marchés.

Au titre de la gestion 2009, la société DAKAR DEM DIKK a lancé une Demande de Renseignements et de Prix et une Demande de Propositions. Le reste des achats a été, pour l’essentiel, effectué sur la base de commandes directes en général fractionnées puisque sur certaines rubriques de charges extraites de la balance générale des comptes, les soldes dépassent largement le seuil de passation des marchés par appel d’offres.

Pour la Demande de Renseignements et de Prix relative à l’acquisition d’un véhicule 4 X 4, un procès verbal unique a été établi pour servir de procès verbal d’ouverture des plis, de rapport d’évaluation et de procès verbal d’attribution. Ce document est nommé « compte rendu Demande de Renseignement et de Prix » et n’établit pas de tableaux récapitulatifs de vérifications des spécifications techniques pour avoir la certitude que les offres sont conformes ou non.

Cette DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres ; il est juste mentionné au niveau de la lettre d’invitation qu’en raison de l’urgence signalée il est demandé aux candidats intéressés de faire parvenir dans les plus brefs délais leurs offres à l’adresse indiquée. S’y ajoute le fait que les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique ne sont pas réclamées aux soumissionnaires en violation de l’article 44 du CMP.

Les spécifications techniques ne sont énoncées qu'au niveau des lettres de saisine et le cahier des charges n'a pas été établi.

Une commission ad hoc a été constituée et l'un des membres de la commission exerce la fonction de contrôleur de gestion en contravention avec les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 qui stipule que les représentants des autorités membres des commissions des marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation des marchés de l'autorité contractante.

Demande de Renseignements et de Prix relative à l'Elaboration d'un système d'évaluation du personnel de DDD

Le délai entre la date d'ouverture des plis et la date limite de dépôt des offres est anormalement long. L'ouverture des plis du 23 Novembre 2009 a eu lieu 3 mois après la date limite de dépôt des offres prévue le 24 Juillet 2009. Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et de procès verbal d'attribution.

Le contrat passé entre Dakar Dem Dikk et KPMG se chiffre à 27 550 000 F CFA TTC alors que le montant de l'attribution tel qu'il résulte du procès verbal est de 29 347 131 F CFA TTC soit une variation à la baisse de 1 797 131 F CFA. Cette baisse des honoraires n'est pas corroborée par un procès verbal de négociation en bonne et due forme devant porter sur le contenu, l'étendue de la mission et les volumes d'heures d'intervention sans toucher aux prix unitaires qui doivent rester inchangés. Cette réduction forfaitaire du montant des honoraires est par conséquent effectuée en violation de l'article 70 du CMP.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs ;

Respecter les conditions d'accès à la commande publique en réclamant aux soumissionnaires les pièces administratives au regard des articles 43, 45 et 46 du CMP ;

Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP en matière d'information des candidats non retenus ;

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DRP N° 1	DRP N°2
Nature	ELABORATION D'UN SYSTEME D'EVALUATION DU PERSONNEL	ACQUISITION D'UN VEHICULE 4 X 4
Attributaires	KPMG	SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Montants en F CFA TTC	29 347 131	19 000 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle à priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Acquisition de batteries 12V 170 AH CHARGEE	Achat de pièces détachées automobiles (Bagues synchro – Bagues couvercle AR- Couronne Volant- Filtres à air)
Attributaires	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	Ets Lamane Diop Djitté (ELD)
Montants en F CFA TTC	6 689 986	18 656 059
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Achat de Jeux Roulement, de plaquette disque embrayage et bronze bush KBR 16	Assurance Flotte Auto Société
Attributaires	5 RIVERS SENEGAL SARL	GRAS SAVOYE SENEGAL
Montants en F CFA TTC	5 199 080	26 853 005
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Acquisition de batterie 12 V 170 AH – Batterie VARTA PROMOTIVE 12V.170AH avec CCA : 1000 AMP	Acquisition de divers matériels (fusibles 25A, tubes silicone, rouleaux papiers, cadenas, lampes torches, cartons liquides frein E5, cadenas, serrures, vis parker de 5 m /m batteries, disques ébarbeuse, disques tronçonneuse, rouleaux scotch noir, lames de scie...)
Attributaires	MATFORCE	ALY PENDA NDIAYE
Montants en F CFA TTC	9 558 000	4 726 112
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Achats de pneus	Fournitures diverses (jeux de plaquette)
Attributaires	Ets MALEYE SARL	SOCIETE THIAROYE AUTOMOBILES
Montants en F CFA TTC	14 160 000	26 650 016
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des articles 75 et 76 du NCMP portant sur les marchés passés par entente directe		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Achat de pneus neufs et chambre à air	Achat de tickets bus
Attributaires	SOCIETE SENEGALAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS SSPI	IMPRIMERIE SENEGALAISE
Montants en F CFA TTC	58 486 480	96 024 777
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Achat de pièces détachées (baguettes en fer, roulements tendeur Volvo, Alternateur, Scabot, Ampoules...)	Fournitures diverses (Radiateurs complets, Coffre électronique Volvo, Ballons air, Optiques phares Tata, Plaquette frein, Décanteurs...)
Attributaires	ETABLISSEMENT THIerno BIRAHIM SENE	ETABLISSEMENT KEUR KHADIM P.A.D
Montants en F CFA TTC	47 488 964	75 892 340
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Fournitures diverses (Plaquette frein, Coussins d'air AR/AR, AR/AV, Bagues, Bendix Tata, Courroie alternateur Volvo...)	Elaboration de la grille de rémunération du personnel de Dakar Dem Dikk
Attributaires	MOUSSA SENE	KPMG
Montants en F CFA TTC	54 699 372	8 443 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés	√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√
Violation de l'article 138-a NCMP sur le contrôle a priori des marchés fractionnés	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Relais Motorola MTR 2000 VHF	Prestation de service PTB
Attributaires	POLYTECHNOLOGIES	GIE AND LIGUEYE
Montants en F CFA TTC	29 542 480	34 843 424
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 14 du NCMP portant sur la durée des marchés	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation des dispositions de l'article 53 sur les seuils de passation des marchés	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

Description	OPERATIONS SELECTIONNEES APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
Nature	Nettoiemment des Autobus de Dakar Dem Dikk	Nettoiemment des locaux de Dakar Dem Dikk
Attributaires	LOC SET SURL	LOC SET SURL
Montants en F CFA TTC	107 996 436	101 887 788
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP précisé par la circulaire du Premier Ministre 003 PM du 20 novembre 2007 sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformités des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc.; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, les recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique a porté sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les risques éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 : REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
-

3.2 PHASE N° 2 : ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la société Dakar Dem Dikk pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 : VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas de reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci - après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE 1 : AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 : AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture),
- vérification de la conformité des informations consignées dans les procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 **MODULE N° 3 : AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés n'a pas été créée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés. A fortiori, **le rapport annuel n'a été préparé pour rendre compte des activités de passation des marchés de l'exercice 2009.**

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés non plus n'a pas été constituée par la Société Dakar Dem Dikk pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Par conséquent **les rapports trimestriels requis aux termes du CMP n'ont pas été préparés.**

Au regard des carences mentionnées ci – avant relatives à la mise en place des organes de la passation des marchés, les **attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics** n'ont pas été établies.

4.1.3 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Société Dakar Dem Dikk n'a pas préparé de Plan de Passation des Marchés et ne s'est par conséquent pas conformée au CMP en transmettant ledit PPM aux organes de contrôle a priori et de régulation avant le 31 décembre 2009.

4.1.4 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L 'Avis Général de Passation des Marchés qui aurait dû être publiée au plus tard le 31 janvier de l'année en cours n'a pas été préparé par DDD.

Ce constat de carence documentaire nous a par conséquent conduits à exploiter la balance générale des comptes, la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et les extraits du grand livre auxiliaire des comptes fournisseurs au 31 décembre 2009 pour effectuer des contrôles alternatifs afin d'exprimer une opinion motivée sur les opérations de passation des marchés.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A DDD

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la société DDD sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA SOCIETE DAKAR DEM DIKK EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINITRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	>=60	>=35
Fournitures et services	30	400	200	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	>=35

4.2. EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)	1	24 870 450	1	24 870 450	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	1	19 000 000	1	19 000 000	100%	100%
Entente directe (ED)						
Avenant						
TOTAL	2	43 870 450	2	43 870 450	100%	100%

Nous avons examiné conformément aux TDR la DP et la DRP qui nous ont été présentées par la société DDD au titre de l'exécution des marchés de l'exercice 2009. Puisqu'à l'évidence cette situation ne reflète pas le volume des achats de la période sous revue, nous avons exploité la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et sélectionné les comptes ayant

enregistré les mouvements les plus significatifs au cours de l'exercice 2009. Nous avons par la suite obtenu l'édition des extraits du grand livre desdits comptes fournisseurs et sélectionné un échantillon d'opérations pour lesquelles nous avons contrôlé les liasses comptables afin de remonter à la procédure de sélection du fournisseur pour chacune des opérations sélectionnées. Les résultats de nos sondages sont présentés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

4.2.2 MARCHE CONCLU PAR DEMANDE DE PROPOSITIONS

DP N° 1 : ELABORATION D'UN SYSTEME D'EVALUATION DU PERSONNEL DE DAKAR DEM DIKK	
Date de saisine des fournisseurs	Le 1 ^{er} juillet 2009
Date de dépôt des offres	Le 24 juillet 2009
Délai de préparation des offres	22 jours
Fournisseurs consultés	ATO AUDIT GROUP, GTI, ERNST & YOUNG, KPMG, EAC
Nombre d'offres reçues	Une seule offre a été reçue (KPMG)
Attributaire	KPMG
Montant du marché en F CFA TTC	29 347 131 F CFA
Suivi de l'exécution financière	Régulé à hauteur de 14 750 000 F CFA sur les 8 factures présentées en paiement de 2 950 000 F CFA chacune du 21 janvier 2010 au 23 juin 2010.
Non conformités	<p>Le délai entre la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis est anormalement long et aucune demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres n'a été adressée au soumissionnaire (l'ouverture des plis du 23 Novembre 2009 a eu lieu 3 mois après la date limite de dépôt des offres prévus le 24 Juillet 2009).</p> <p>Un procès verbal unique est établi pour rendre compte des opérations d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution en violation des dispositions des articles 67 – 4 et 81 du CMP qui recommandent de dresser un procès verbal d'ouverture des plis (article 67 – 4 du CMP) distinct des autres procès verbaux (article 81 du CMP).</p> <p>Le contrat passé entre Dakar Dem Dikk et KPMG se chiffre à 27 550 000 F CFA TTC alors que le montant</p>

	<p>de l'attribution tel qu'il résulte du procès verbal d'attribution est de 29 347 131 F CFA TTC soit une variation à la baisse de 1 797 131 F CFA. Cette baisse des honoraires n'est pas corroborée par un procès verbal de négociation en bonne et due forme devant porter sur le contenu, l'étendue de la mission et les volumes d'heures d'intervention sans toucher aux prix unitaires qui doivent rester inchangés. Cette réduction forfaitaire du montant des honoraires est par conséquent effectuée en violation de l'article 70 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Demander une prorogation du délai de validité des offres en cas de retard dans la mise en œuvre des procédures de sélection.</p> <p>Etablir les PV conformément aux articles 67 – 4 et 81 du CMP.</p> <p>Les négociations bien que permises dans les prestations intellectuelles obéissent à des règles auxquelles il convient de se conformer ; ces règles instituent une interdiction de modifier les prix unitaires, elles recommandent aussi la formalisation des résultats des négociations dans un procès verbal signé entre les deux parties préalablement à la conclusion du contrat.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3 MARCHE CONCLU PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 2 : ACQUISITION D'UN VEHICULE 4 X 4	
Date de saisine des fournisseurs	19 Octobre 2009
Date de dépôt des offres	Non communiqué
Délai de préparation des offres	Non communiqué
Date d'ouverture des plis	04 Novembre 2009
Date de notification	05 Novembre 2009
Fournisseurs consultés	CFAOMOTORS SENEGAL, STAR AUTO, SERA, ESPACE AUTO et SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Nombre d'offres reçues	Quatre offres sont reçues. L'établissement SERA n'a pas soumissionné
Attributaire	SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
Montant du marché en F CFA TTC	19 000 000
Non conformités	<p>La DRP ne précise pas la date limite de dépôt des offres. Il est juste mentionné dans la lettre d'invitation qu'en raison de l'urgence signalée il est demandé aux candidats intéressés de faire parvenir dans les plus brefs délais les offres à l'adresse indiquée.</p> <p>Un seul document est établi servant de procès verbal d'ouverture des plis, de rapport d'évaluation et de procès verbal d'attribution. Ce document est nommé « Compte Rendu Demande de Renseignements et de Prix » et n'établit pas le tableau de vérification des pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique en violation de l'article 44 du CMP. S'y ajoute le fait que le tableau de vérification des spécifications techniques n'est pas renseigné pour permettre d'avoir la certitude que les offres sont conformes ou non aux spécifications techniques énoncées dans la lettre de saisine.</p> <p>Une commission ad hoc a été constituée et l'un des membres de ladite commission exerce la fonction de contrôleur de gestion en violation des dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 11588 du</p>

	<p>28 décembre 2007 qui stipule que les représentants des autorités contractantes membres des commissions des marchés et leurs suppléants ne doivent pas être des agents relevant des structures chargées du contrôle interne ou de la cellule de passation des marchés de l'autorité contractante.</p> <p>Le contrat n'est pas versé au dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Indiquer de manière précise la date limite de dépôt des offres ; les offres parvenues hors délais ne seraient pas recevables.</p> <p>Etablir les PV conformément aux articles 67 – 4 et 81 du CMP ;</p> <p>Elaborer des cahiers de charges et énoncer toutes les spécifications techniques sur la base desquelles les offres seront évaluées.</p> <p>Bien documenter les dossiers de passation en y classant les contrats</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.4 MARCHES REVUS APRES EXAMEN DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET ANALYSE DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Acquisition de batteries 12V 170 AH CHARGEES	Achat de pièces détachées automobiles (Bagues synchro – Bagues couvercle AR- Couronne Volant- Filtres à air)
Attributaires	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	Ets Lamane Diop Djitté (ELD)
Montants TTC en F CFA	6 689 986	18 656 059
Non conformités	L'acquisition des batteries a été faite sur la base de commande directe. Notons que ces fournitures (aucun document attestant la mise en concurrence n'a été mis à notre disposition). En cumul ces achats se chiffrent à 43 678 113 F CFA et dépassent largement les seuils de passation des marchés par appel d'offres.	L'acquisition a été faite sans consultation de plusieurs fournisseurs (aucun support d'un appel à la concurrence ne nous a été fourni).
Recommandations	Au regard du volume des achats effectués pour chaque nature d'opérations, des appels d'offres auraient dû être lancés et des marchés à commandes ou de clientèle conclus. Ces types de marchés permettent non seulement de se conformer au CMP mais surtout d'effectuer les achats en fonction des besoins et de la trésorerie.	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de Jeux Roulement, de plaquette disque embrayage et bronze bush KBR 16	Assurance Flotte Auto Société
Attributaires	5 RIVERS SENEGAL SARL	GRAS SAVOYE SENEGAL
Montants TTC en F CFA	5 199 080	26 853 005
Non conformités	L'acquisition a été faite sans consultation de cinq fournisseurs. Les paiements se sont effectués sur la base de factures non certifiées ; Les fiches de réception ne sont pas établies. La facture n°679 d'un montant de 108 394 871 n'a pas été mise à notre disposition.	La procédure de sélection de Gras Savoye n'est pas documentée ; il s'agit d'une entente directe non autorisée aucun document d'appel à la concurrence n'ayant été mis à notre disposition. Les paiements ont été effectués sur la base d'une lettre de demande de règlement de la prime accompagnée d'une facture.
Recommandations	<p>Au regard du volume des achats effectués pour chaque nature d'opérations, des appels d'offres auraient dû être lancés et des marchés à commandes ou de clientèle conclus. Ces types de marchés permettent non seulement de se conformer au CMP mais surtout d'effectuer les achats en fonction des besoins et de la trésorerie.</p> <p>Exiger les documents contractuels avant tout règlement et s'assurer que lesdits documents sont dûment approuvés par les personnes habilitées et résultent d'une procédure régulière d'acquisition conforme aux dispositions du CMP.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Acquisition de batterie 12 V 170 AH – Batterie VARTA PROMOTIVE 12V.170AH avec CCA : 1000 AMP	Acquisition de divers matériels (fusibles 25A, tubes silicon, rouleaux papiers, cadenas, lampes torches, cartons liquides frein E5, cadenas, serrures, vis parker de 5 m/m batteries, disques ébarbeuse, disques tronçonneuse, rouleaux scotch noir, lames de scie...)
Attributaires	MATFORCE	ALY PENDA NDIAYE
Montants TTC en F CFA	9 558 000	4 726 112
Non conformités	<p>L'acquisition a été faite sur des bases non concurrentielles.</p> <p>La facture 5009/01465 d'un montant 7 522 500 F CFA n'a pas été pas mise à notre disposition.</p> <p>Le cumul des divers achats fractionnés effectués auprès de ce fournisseur est estimé à 25 045 500 F CFA TTC.</p>	<p>L'acquisition a été faite sans consultation de plusieurs fournisseurs.</p> <p>Les achats de fournitures et matériels divers auraient dû faire l'objet d'un appel à la concurrence puisqu'en cumul, ces charges dépassent le seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p>
Recommandations	<p>Au regard du volume des achats effectués pour chaque nature d'opérations, des appels d'offres auraient dû être lancés et des marchés à commandes ou de clientèle conclus. Ces types de marchés permettent non seulement de se conformer au CMP mais surtout d'effectuer les achats en fonction des besoins et de la trésorerie.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Acquisition de pneus	Fournitures diverses (jeux de plaquette)
Attributaires	Ets MALEYE SARL	SOCIETE THIAROYE AUTOMOBILES
Montants TTC en F CFA	14 160 000	26 650 016
Non conformités	<p>L'acquisition a été faite sans consultation de plusieurs fournisseurs.</p> <p>Ces acquisitions pouvaient faire l'objet de DRP qui en cumul dépasse largement le seuil des marchés par appel d'offres.</p>	<p>L'achat de jeux de plaquette s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le cumul des règlements avoisine le seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p> <p>Une commande de 10 jeux de plaquettes s'est faite au niveau de Moussa SEYE (70 000 F CFA l'unité) alors que les 5 commandes faites au niveau de la société Thiaroye Automobiles sont échelonnées sur l'année et pour le même prix.</p>
Recommandations	Voir ci - avant	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de pneus neufs et chambre à air	Achat de tickets bus
Attributaires	SOCIETE SENEGALAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS SSPI	IMPRIMERIE SENEGALAISE
Montants TTC en F CFA	58 486 480	96 024 777
Non conformités	L'achat de pneus et chambres à air s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le cumul des règlements dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres.	L'achat de tickets bus s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le cumul des règlements dépasse de très loin le seuil de passation des marchés par appel d'offres.
Recommandations	Voir ci - avant	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Achat de pièces détachées (baguettes en fer, roulements tendeur Volvo, Alternateur, Scabot, Ampoules...)	Fournitures diverses (Radiateurs complets, Coffre électronique Volvo, Ballons air, Optiques phares Tata, Plaquette frein, Décanteurs...)
Attributaires	ETABLISSEMENT THIerno BIRAHIM SENE	ETABLISSEMENT KEUR KHADIM P.A.D
Montants TTC en F CFA	47 488 964	75 892 340
Non conformités	L'achat de pièces détachées s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Les pièces comptables relatives aux factures n° 449 et 457 respectivement de 2 923 450 F CFA et 1 666 485 F CFA n'ont pas été mises à notre disposition. Le cumul des règlements dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres.	L'achat de diverses fournitures (Radiateurs complets, Coffre électronique Volvo, ballons air, Optiques phares Tata, plaquette frein, décanteurs...) s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le cumul des règlements dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres.
Recommandations	Voir ci - avant .	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Fournitures diverses (Plaquette frein, Coussins d'air AR/AR, AR/AV, Bagues, Bendix Tata, Courroie alternateur Volvo...)	Elaboration de la grille de rémunération du personnel de Dakar Dem Dikk
Attributaires	MOUSSA SENE	KPMG
Montants TTC en F CFA	54 699 372	8 443 000
Non conformités	L'achat de diverses fournitures (Plaquette frein, Coussins d'air AR/AR, AR/AV, Bagues, Bendix Tata, Courroie alternateur Volvo...) s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le cumul des règlements dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres. Une commande de 60 jeux de plaquettes frein Volvo s'est faite un mois au préalable (19 aout 2009) au niveau de l'Etablissement Keur Khadim P.A.D (100 000 F CFA) alors que celle de Moussa Séné porte sur 20 jeux pour le même prix.	L'élaboration de la grille de rémunération du personnel de Dakar Dem Dikk s'est faite sans consultation.
Recommandations	Voir ci - avant	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Relais Motorola MTR 2000 VHF	Prestation de service PTB
Attributaires	POLYTECHNOLOGIES	GIE AND LIGUEYE
Montants TTC en F CFA	29 542 480	34 843 424
Non conformités	L'achat d'un relais Motorola MTR 2000 VHF s'est fait sans consultation de plusieurs fournisseurs. Le montant du marché avoisine le seuil d'appel d'offres. Le solde du compte Polytechnologies était débiteur de 14 771 240 F CFA (acompte de 50%) à la date du 1 ^{er} avril 2009. Le règlement du reliquat a été fait en deux chèques n° 5785043 et 5785152 de 7 385 620 F CFA Chacun.	Des prestations de service mensuelles de 2 575 500 F CFA sont versées à 1 Chef de ligne, 8 Conducteurs et 10 Receveurs. Le paiement n'est justifié que par une facture et une liste des différents postes. La décharge des bénéficiaires, de même que les contrats n'ont été joints à la liasse comptable. Des fournitures de bureau sont aussi livrées à Dakar Dem Dikk par le GIE des retraités de DDD.
Recommandations	Voir ci - avant .	

DESCRIPTION	OPERATIONS SELECTIONNEES A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS ET DES EXTRAITS DU GRAND LIVRE	
	Convention de lavage, de nettoyage et de désinfection des Autobus de Dakar Dem Dikk	Convention d'entretien et de désinfection des locaux professionnels de Dakar Dem Dikk
Attributaires	LOC SET SURL	LOC SET SURL
Montants TTC en F CFA	107 996 436	101 887 788
Non conformités	Le nettoyage et l'entretien des Autobus et locaux de Dakar Dem Dikk sont réalisés sans mise en œuvre d'une procédure concurrentielle. Ces marchés conclus initialement en 2006 ont donné lieu par la suite à la signature de plusieurs avenants et font l'objet de tacite reconduction en violation des dispositions du COA. doivent faire l'objet d'un appel d'offres.	
Recommandations	Une mise en concurrence périodique doit être effectuée et les dispositions des contrats doivent être conformes au COA qui proscrit toute clause de reconduction tacite en matière de marchés publics.	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (22) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 février 2011

**A Monsieur le Directeur Général
de Dakar Dem Dikk (DDD)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.


Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



Ibra Guèye
Associé

B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

22/02/11 10h25
Amir Thiam


ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE